



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER  
CASE POSTALE 330  
1218 LE GRAND SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - TELECOPIE (41.22) 919 41 60 - E-MAIL [postbox@mail.ipu.org](mailto:postbox@mail.ipu.org)  
ADRESSE TELEGRAPHIQUE : INTERPARLEMENT GENEVE

*A vérifier à l'audition*

**Allocution de M. Anders B. Johnsson  
Secrétaire général de l'UIP  
Au nom de la composante parlementaire**

***Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés  
Lundi 9 mai 2011, Istanbul***

Monsieur le Secrétaire général de la Conférence,  
Mesdames et Messieurs les délégués,

La composante parlementaire que je représente aujourd'hui s'est formée il y a deux ans. Son but était simple : veiller à faire connaître les vues des parlementaires au moment où toute la communauté internationale se préparait à une nouvelle grande conférence sur les pays les moins avancés. Il y a dix ans, dans le document final de la conférence de Bruxelles, il n'y avait pas un mot sur les parlements. Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, la place des parlements dans la mise en œuvre des engagements de Bruxelles est apparue comme tout à fait marginale.

Je suis heureux de voir que nous avons atteint notre but. La dernière version du Programme d'action évoque le rôle que jouent les parlements dans la discussion et l'examen des stratégies de développement et le fait qu'ils favorisent la participation, la transparence et la responsabilité. Mes remerciements vont aux parlementaires qui se sont démenés chez eux, dans leur parlement, pour obtenir ce résultat et aux nombreux autres qui ont répondu à l'invitation à assister à cette conférence.

Si nous y mettons de la détermination, il n'y a aucune raison pour que nous ne puissions pas lancer les PMA sur une nouvelle trajectoire de développement. Si gouvernements et parlements écoutent attentivement les peuples, traitent les individus en égaux devant la loi, ayant tous les mêmes droits de participer à la prise de décision et d'y être représentés, quels que soient leur fortune, leur situation sociale ou leur sexe, nous avons une chance d'y parvenir.

Le problème sous-jacent au développement est politique, et non pas économique.

Qui sont les PMA ? Ce sont 880 millions de personnes dont la culture, les talents et les ressources naturelles constituent une incroyable richesse. Le problème est lié à la question de savoir qui décide *quoi, comment* et pour *qui*, et qui siège dans les instances où sont prises les décisions. Je veux parler des décisions prises dans nos pays, au parlement et au conseil des ministres, et à l'étranger, dans les institutions financières internationales ou au G20.

Je pourrais vous donner de nombreux exemples pour illustrer cette réalité, et les remèdes possibles. Permettez-moi d'évoquer devant vous quelques possibilités :

*Nous voulons relancer les économies rurales des PMA? Donnons aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, notamment celui d'acheter des terres ou de contracter des emprunts. Et assurons-nous qu'elles participent à la vie politique à égalité avec les hommes. A tous les niveaux, du national au local.*

*Nous voulons que les pauvres sortent du secteur informel, aient accès à la petite entreprise et à des emplois assortis de salaires décentes et d'avantages sociaux? Facilitons-leur les formalités à remplir pour obtenir une licence, par exemple, ou créer un syndicat.*

*Nous voulons que les peuples profitent des ressources naturelles de leurs pays? Veillons à ce que les droits d'exploitation ne soient pas cédés à vil prix à des groupes étrangers selon des accords entachés de corruption et à ce que des impôts soient perçus pour financer des programmes sociaux.*

*Nous voulons que les gens investissent dans leur petite entreprise ou dans l'éducation de leurs enfants sans craindre de voir leurs efforts réduits à néant à cause d'un nouveau conflit? Renforçons nos institutions politiques, c'est-à-dire les partis politiques et les systèmes électoraux, mais aussi les parlements, où il est possible de concilier des intérêts opposés sans prendre les armes.*

*Nous voulons que l'aide extérieure soit utilisée au mieux, conformément aux priorités démocratiques, sans gaspillage et avec un minimum de frais généraux? Assurons-nous que le contrôle du parlement s'exerce sur l'intégralité de l'aide, dans les pays donateurs comme dans les pays bénéficiaires, et que les informations y relatives sont accessibles au public.*

*Nous voulons que les PMA développent leur capacité de production pour être économiquement autonomes? Ayons un régime international des investissements qui protège leurs petites industries, ou un régime commercial qui ne fasse pas pencher la balance du côté des pays les plus riches!*

Je ne veux nullement nier les problèmes économiques. Mais ils sont liés à des questions plus générales de représentation, d'intégration et de reddition de comptes. Quel que l'angle sous lequel on les regarde, on en revient toujours au rôle des parlements, qui est d'obliger les gouvernements à rendre compte, d'adopter des lois et des budgets et de représenter le peuple dans son ensemble.

Pour compliquer encore la situation, il existe, dans les PMA en particulier, un énorme déficit des capacités, qui empêche souvent les parlements de bien fonctionner. Exiger des rapports réguliers sur l'application des stratégies nationales de développement, tenir des auditions publiques pour débattre de l'enveloppe budgétaire du gouvernement, passer au crible les dépenses publiques à l'aide du rapport d'un commissaire aux comptes qui se place au-dessus des partis, ou participer aux consultations entre gouvernement et donateurs où sont prises les décisions concernant l'aide et les politiques à appliquer : tous les parlements des PMA devraient savoir le faire mais en réalité, peu d'entre eux le font.

Cette question de la gouvernance surgit dans pratiquement toutes les réunions de l'UIP et le Forum que nous avons tenu hier pour marquer la conclusion de la composante parlementaire n'y a pas fait exception.

La gouvernance est aussi au cœur du Message parlementaire que vous aurez trouvé dans la documentation de la conférence. Le message s'adresse à vous, mais aussi aux parlements de l'UIP qui, en y adhérant, ont pris un engagement. Il invite notamment tous les parlements, ceux des PMA comme ceux des autres pays, à revoir leurs mécanismes institutionnels pour mieux intégrer les engagements de cette conférence dans les politiques menées à tous les niveaux.

Le message souligne que le règlement des questions touchant les PMA dépendra d'un solide partenariat entre toutes les parties prenantes. Il dépendra de la volonté des PMA eux-mêmes de

mobiliser leurs propres ressources pendant que la communauté internationale remplira sa part du contrat en fournissant de l'aide et des investissements étrangers et en allégeant la dette.

Une nouvelle page se tourne puisqu'ici, à Istanbul, nous envisageons la décennie à venir mais nous savons tous qu'il est impératif que les paroles se transforment en actes et que le monde en a cruellement besoin. Au Forum parlementaire d'hier, nous avons mis la dernière main à un plan d'action qui s'adresse exclusivement aux parlements et qui a pour objet la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul. Le plan s'appuie sur notre étroite coopération avec le Bureau du Haut Représentant et l'apport de notre généreux partenaire ici présent à Istanbul, la Grande Assemblée nationale de Turquie. Il aidera les parlements en leur faisant prendre conscience des engagements énoncés dans le nouveau Programme d'action et, surtout, en leur donnant les moyens de tenir ces engagements jusqu'au bout.

Le Plan est axé exclusivement sur le renforcement des capacités des parlements des PMA. Il est orienté sur les résultats, éminemment pratique et terre-à-terre. C'est un investissement dans les parlements, qui vise à les aider à obtenir des résultats pour le bien de ceux qui les ont élus pour les représenter. Je vous engage tous à réunir les ressources – bien modestes – qui sont nécessaires à ce plan afin que les parlements puissent remplir le rôle et assumer les responsabilités que vous leur avez reconnus dans le Programme d'action d'Istanbul.

Merci.